

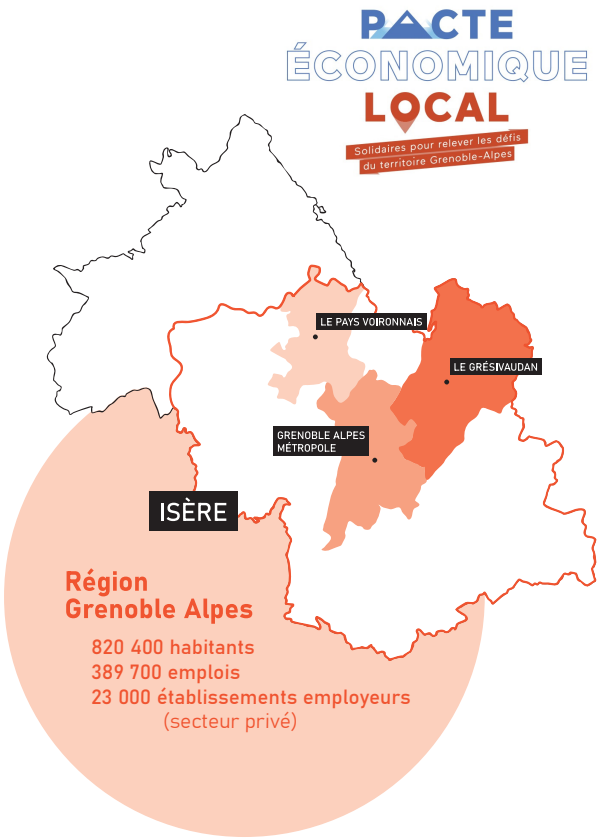
CONJONCTURE ÉCONOMIQUE



La conjoncture économique de la région Grenoble Alpes reste fragile au premier semestre 2026, dans un contexte de stagnation de l'économie française et de tensions internationales.

Les chiffres d'affaires de l'industrie affichent une bonne dynamique au 1^{er} semestre 2026, mais le commerce recule et les investissements des entreprises diminuent, traduisant une prudence accrue. La création d'entreprises reste soutenue. Les licenciements économiques reculent malgré l'augmentation des défaillances d'entreprises. Le commerce de proximité est en repli tandis que le tourisme demeure relativement stable grâce à la progression de la clientèle étrangère qui compense le recul de la fréquentation française.

L'emploi salarié privé poursuit sa dégradation à un rythme plus défavorable qu'au niveau national. Le chômage continue de progresser même s'il demeure inférieur à la moyenne nationale. Enfin, le bilan de l'année précédente met en évidence l'affaiblissement de plusieurs moteurs historiques du territoire, notamment la chimie, la microélectronique et l'informatique.



Sources : INSEE-RP 2023 (population), INSEE-RP 2023, INSEE-FLORES 2024 et URSSAF 2025 (estimation emploi total)

SOMMAIRE

■ Contexte international, national et régional	p.2	■ Emploi et chômage au 1 ^{er} semestre 2026	p.5
■ Activités des entreprises au 1 ^{er} semestre 2026	p.3	■ Emploi : bilan détaillé de l'année 2025	p.6
■ Commerce de proximité et tourisme au 1 ^{er} semestre 2026	p.4	■ Sources et méthodes statistiques	p.7

Contexte

INTERNATIONAL

Une économie mondiale entre conflit au Proche-Orient et essor de l'intelligence artificielle

Au 1^{er} semestre 2026, les échanges internationaux ont été à la fois perturbés par la fermeture du détroit d'Ormuz et soutenus par des investissements dans l'intelligence artificielle (IA). En 2025, un tiers de la hausse du commerce mondial provient de la demande de biens relatifs à l'essor de l'IA (semi-conducteurs, serveurs, équipements réseaux et infrastructures destinées aux centres de données).

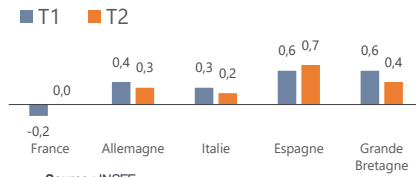
Depuis 2025, la zone euro est confrontée à trois chocs : la hausse des prix des hydrocarbures, une faible participation à l'essor des échanges mondiaux liés aux nouvelles technologies et une concurrence accrue des exportations chinoises réorientées vers l'Europe sous l'effet de la politique douanière américaine.

Evolution du PIB et projection (en %)

	2025	Projections	
		2026	2027
Monde	3,5	3,0	3,4
Etats-Unis	2,1	2,3	2,2
Chine	5,0	4,6	4,1
Zone euro	1,4	0,9	1,2
Inde	7,7	6,4	6,7
Amérique latine	2,4	2,4	2,7
Afrique sub saharienne	4,5	4,3	4,5

Source : FMI, Perspectives de l'économie mondiale, juillet 2026

Evolution du PIB au 1er semestre 2026 dans les principales économies européennes (en %)



Source : INSEE

FRANCE

Décrochage de la France

Comparée à ses voisins européens, la France accuse un retard notable : l'activité recule au 1^{er} trimestre puis stagne au 2^{ème} trimestre. La demande intérieure est atone : la consommation des ménages est en berne, les dépenses et les investissements publics sont en recul en raison du cycle électoral. Les 3 épisodes caniculaires coûteraient 0,1 point de croissance en 2026 essentiellement dans le secteur agricole. L'emploi salarié est en recul au premier semestre principalement à cause de la baisse de l'alternance. Le chômage poursuit sa hausse en 2026. Élément positif toutefois, les exportations progressent nettement au 2^{ème} trimestre après un 1^{er} trimestre en retrait et la dynamique devrait se poursuivre au second semestre.

Evolution et projection du PIB et de ses principales composantes (en %)

	2026			
	T1	T2	T3	T4
PIB réel	-0,2	0,0	0,1	0,2
Contributions (points de PIB)				
Demande intérieure hors stock	-0,3	0,2	0,2	0,1
Commerce extérieur	-0,9	0,6	0,1	0,1
Variations de stocks	0,9	-0,7	-0,3	0,1
Taux de croissance annuel				
Exportations	-3,0	2,9	1,2	1,0
Importations	-0,6	1,1	0,8	0,6
Consommation des ménages	-0,3	0,3	0,3	0,0
Consommation publique	0,3	0,4	0,4	0,2
Investissement public	-1,4	-1,1	-0,6	0,1
Investissement des ménages	-1,6	-0,4	0,0	-0,2
Investissement des entreprises	-0,5	0,1	-0,6	0,0
Création nette d'emploi salarié				
(en milliers)	1	-23	-14	-15
Taux de chômage (BIT)	8,1	8,3	8,5	8,6

prévision

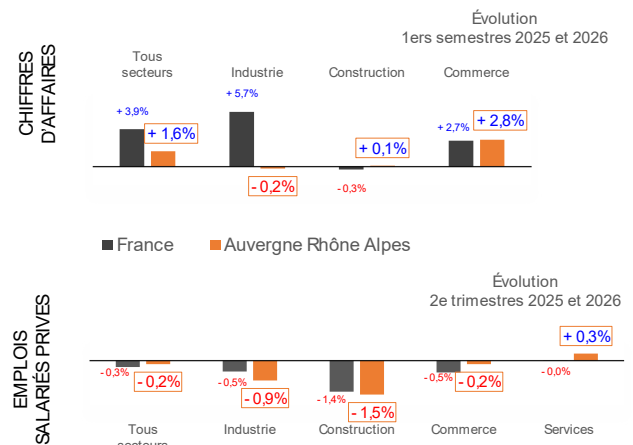
Source : Insee, Biens et services : équilibre ressources-emplois aux prix de l'année précédente chaînés (variations trimestrielles et annuelles en %, données CVS-CJO)

AUVERGNE RHÔNE ALPES

Industrie et construction en difficulté

Le chiffre d'affaires régional augmente sur un an (+1,6%), mais à un rythme moins soutenu qu'en France (+3,9%). L'industrie est en perte de vitesse alors qu'elle progresse en France. La stabilité des chiffres d'affaires du secteur de la construction n'a pas freiné le recul de l'emploi. Les chiffres d'affaires du commerce (+2,8 %), de l'hébergement restauration et du transport entreposage (+2 % chacun) continuent leurs progressions. Fin juin 2026, Auvergne-Rhône-Alpes compte 2,5 millions d'emplois salariés dans le secteur privé. Sur un an (2^{ème} trimestres 2025/2026), la région subit une baisse de -0,2 %, soit un solde net de -4 000 emplois salariés, des pertes réparties entre la construction et l'industrie (machines & équipement, chimie, textile, caoutchouc-plastique) et que ne compensent pas les créations nettes d'emploi dans l'hôtellerie-restauration et les services non marchands.

Chiffres d'affaires et emploi en Auvergne-Rhône-Alpes



Source :

Chiffres d'affaires : DRFIP Auvergne-Rhône-Alpes - Cumul du 1^{er} janvier au 30 juin 2026.
in « Synthèse conjoncturelle régionale n°14 » sept.. 2026, Auvergne Rhône Alpes Entreprise.
Emploi : ACCOSS-URSSAF, Séries trimestrielles de l'emploi salarié privé

Activités des entreprises au 1^{er} semestre 2026

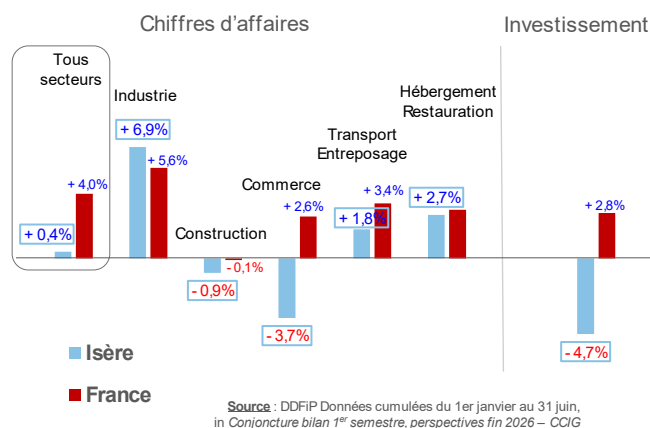
ISERE : CHIFFRES D'AFFAIRES & INVESTISSEMENT

Des chiffres d'affaires en hausse dans l'industrie mais en net recul dans le commerce

Les **chiffres d'affaires** cumulés des entreprises iséroises atteignent 36,3 milliards d'euros au 1^{er} semestre 2026 et sont stables sur un an (+0,4%). L'industrie se démarque très notablement des autres secteurs avec une croissance soutenue de ses chiffres d'affaires. La logistique et l'hébergement-restauration bénéficient également d'une bonne dynamique alors que les chiffres d'affaires du commerce sont en recul de près de 4% sur un an, en décalage avec la dynamique nationale (+2,6%).

La baisse des **investissements** des entreprises iséroises au 1^{er} semestre 2026 (260 millions d'euros) contraste avec la hausse enregistrée à l'échelle nationale.

Evolution 2025/2026 (1^{er} semestres) des chiffres d'affaires et de l'investissement des entreprises en Isère (en %)



ISERE : CRÉATIONS & DÉFAILLANCES D'ENTREPRISES

Des créations d'entreprises plus nombreuses

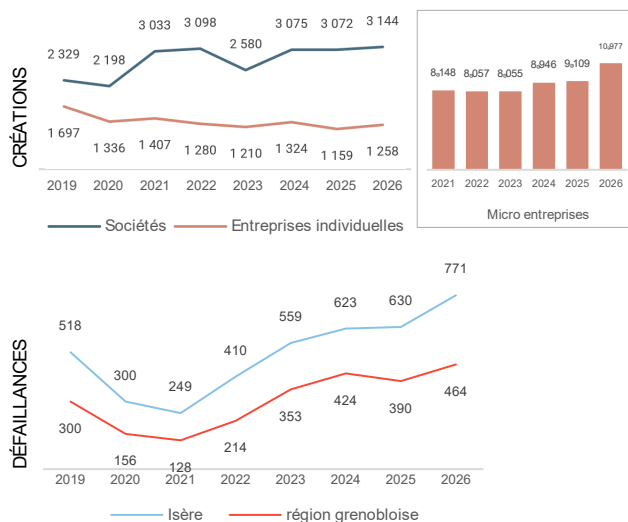
Au 1^{er} semestre, 3 144 sociétés, 1 260 entreprises individuelles et près de 11 000 microentreprises ont été créées en Isère. Les créations sont en hausse pour chacune de ces catégories d'entreprises.

Une accélération des défaillances d'entreprises mais des licenciements économiques en recul

Après un ralentissement en 2025, l'Isère, comme la région grenobloise, enregistre une forte augmentation des défaillances d'entreprises (respectivement +22% et +19%). Le nombre de défaillances s'accélère également en France (+6,4 % contre +3,2 % l'année précédente).

Selon la CCI Grenoble, la région grenobloise enregistre 464 défaillances au 1^{er} semestre 2026 soit 74 défaillances supplémentaires par rapport au 1^{er} semestre 2025

Créations et défaillances d'entreprises en Isère (1^{er} semestre de chaque année)



Source (ISERE) : INSEE, Répertoire d'entreprises et d'établissements ; Nombre de défaillances d'entreprises par date de jugement - Données brutes - Isère
Source (région grenobloise) : CCI Grenoble, Bilan des défaillances d'entreprises, 1^{er} semestre 2025

Des licenciements économiques en baisse au 1^{er} semestre 2026

Au cours des 6 premiers mois de l'année 2026, 742 licenciements économiques ont été enregistrés sur les trois territoires de Grenoble Alpes soit -12 % par rapport au 1^{er} semestre 2025. La baisse concerne exclusivement Grenoble Alpes Métropole (373 licenciements ; -300 par rapport au 1^{er} semestre 2025). Le Grésivaudan (286 licenciements ; +160) accuse une forte hausse pour la seconde année consécutive. Les licenciements économiques sont également plus nombreux sur le Pays voironnais (83 licenciements économiques ; +38). Source : DDETS 38

Commerce de proximité et tourisme au 1^{er} semestre 2026

GRENOBLE ALPES : COMMERCE DE PROXIMITE

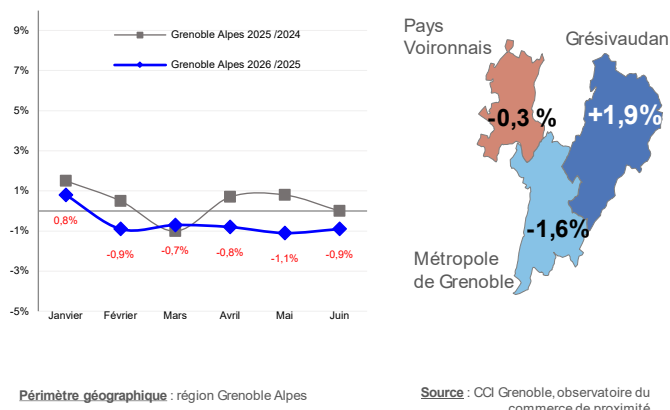
Tendance à la baisse des chiffres d'affaires

En cumul sur le premier semestre de l'année 2026, les chiffres d'affaires du commerce de proximité sont en retrait de -0,9 % relativement à la même période de l'année 2025.

Les plus fortes baisses concernent le secteur de l'équipement du foyer (-3,7%) et celui de la culture et du loisir (-2,4%). Les commerces de l'alimentation et de l'équipement de la personne se maintiennent (respectivement 0,0% et +0,2 %).

Le Grésivaudan bénéficie d'une évolution favorable des chiffres d'affaires des commerces de proximité contrairement aux deux autres territoires qui sont en repli en particulier Grenoble Alpes Métropole.

Evolution 2025/2026 des chiffres d'affaires du commerce de proximité de la région de Grenoble Alpes



GRENOBLE ALPES : TOURISME

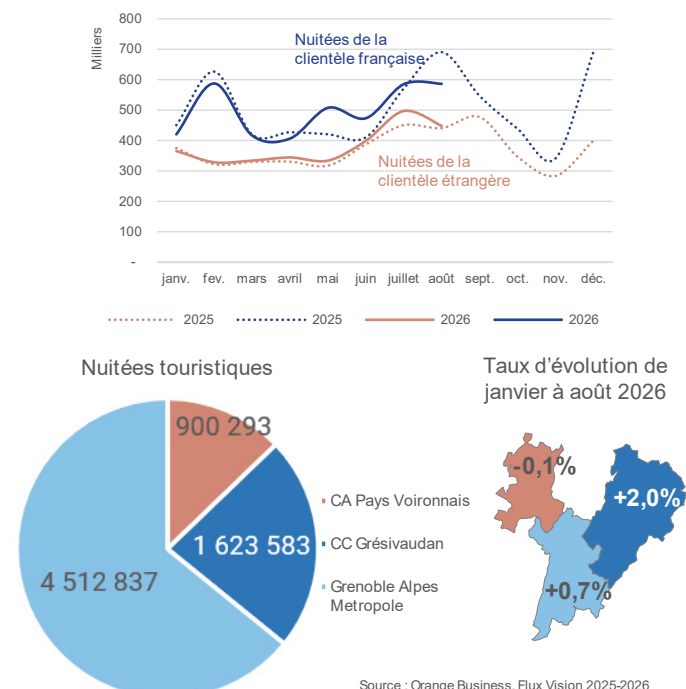
Une relative stabilité avec une clientèle étrangère en hausse mais une fréquentation française en retrait

Sur les 8 premiers mois de l'année 2026, les trois territoires totalisent près de 7 millions de nuitées touristiques, soit une légère hausse de +0,9 % par rapport à la même période de 2025.

La fréquentation des touristes étrangers (43 % des nuitées) est en hausse (+3,3 %) et de façon significative sur le Grésivaudan (+15%). Le tourisme français est en retrait sur les trois territoires.

Plus précisément, le tourisme estival a été plus dynamique grâce à la clientèle étrangère et au passage du tour de France. Pendant les épisodes caniculaires, la fréquentation des stations de montagne a augmenté significativement.

Evolution des nuitées touristiques de janvier à août 2026



■ Emploi et chômage au 1^{er} semestre 2026

GRENOBLE ALPES : EMPLOI

L'emploi en recul au 1er semestre 2026 comme dans 90% des Métropoles en France

La région grenobloise enregistre un nouveau recul de l'emploi, pour le 7^{ème} trimestre consécutif. Le territoire a été plus particulièrement affecté au 2^{ème} trimestre 2026.

Le territoire de Grenoble Alpes enregistre un solde net négatif de près de -1 900 emplois sur un an soit une baisse annuelle de -0,7 %, une évolution plus défavorable qu'en France (-0,3 %). Au sein de la région Grenoble Alpes, le rythme des pertes est quasi identique entre la zone de Grenoble et celle de Voiron (-0,7 et -0,8%).

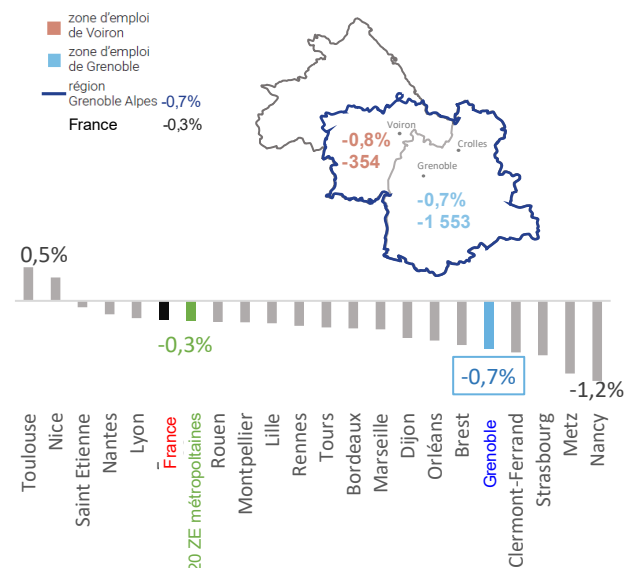
A l'exception de Toulouse et Nice, toutes les Métropoles perdent des emplois sur un an. La zone d'emploi de Grenoble se positionne dans le dernier quart des 21 Métropoles.

Evolution TRIMESTRIELLE de l'emploi salarié privé au 1er semestre 2026

	Grenoble Alpes ⁽¹⁾	20 Métropoles (zones d'emploi)	France
1 ^{er} trimestre (T4/T1)	0,0%	0,0%	0,0%
2e trimestre (T1/T2)	-0,3%	0,0%	-0,1%
Evolution semestrielle (T4/T2)	-0,3%	0,0%	-0,1%

(1) Zones d'emploi de Grenoble et Voiron, cf. carte ci-dessous

Evolution ANNUELLE de l'emploi salarié privé entre les 2^{èmes} trimestres 2025 et 2026



Source : ACOSS-URSSAF, Séries trimestrielles des effectifs salariés du secteur privé, par zone d'emploi,

GRENOBLE ALPES : CHÔMAGE

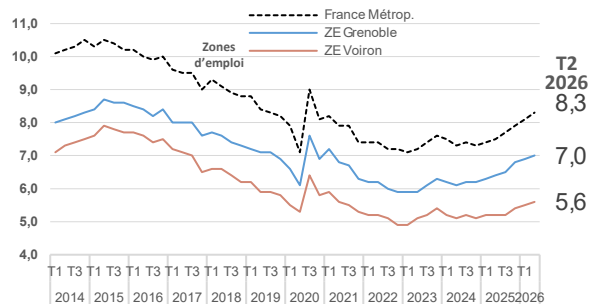
Poursuite de la hausse du chômage

Depuis fin 2024, le **taux de chômage** augmente régulièrement à la fois sur la zone d'emploi de Grenoble et celle de Voiron.

Sur un an, la hausse atteint 0,6 point dans la zone d'emploi de Grenoble et 0,4 point dans celle de Voiron. Ces progressions restent inférieures à celle observée à l'échelle nationale (+0,8 point).

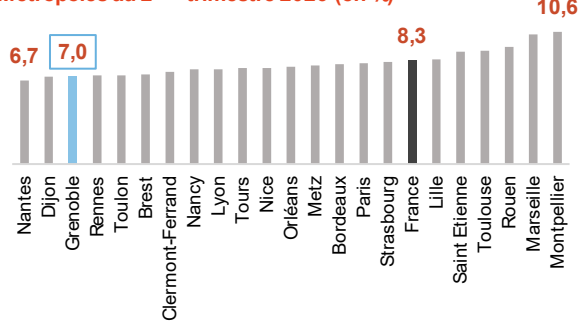
Les statistiques de la **demande d'emploi** ont été perturbées par l'entrée en vigueur de la loi pour le plein emploi. Les évolutions réglementaires concernant les nouveaux publics inscrits automatiquement (jeunes en mission locales, personnes en situation de handicap et personnes bénéficiaires du RSA proches de l'emploi) et les règles d'actualisation brouillent l'analyse conjoncturelle de cet indicateur qu'il faut interpréter avec prudence sur 2025 et 2026.

Taux de chômage trimestriel : 2014 – 2026 (en %)



Source : INSEE – taux de chômage trimestriel au sens du B,I,T

Taux de chômage des zones d'emploi des Métropoles au 2^{ème} trimestre 2026 (en %)



Source : INSEE – taux de chômage trimestriel au sens du B,I,T

Evolution des inscrits à France travail dans les catégories ABC entre les mois de juin 2025 et 2026

France
métropolitaine +3,5%

région
Grenoble Alpes +0,9%



Source : FRANCE TRAVAIL
AUVERGNE RHONE ALPES, données brutes

Emploi : bilan détaillé de l'année 2025

GRENOBLE ALPES

Un recul de l'emploi dans tous les secteurs marchands

En 2025 les trois-quarts des métropoles (à l'échelle des aires d'attraction) accusent un recul de l'emploi salarié privé. Le territoire Grenoble Alpes n'échappe pas à la tendance.

Sur l'aire d'attraction de Grenoble, l'emploi recule pour la seconde année consécutive : -0,1% en 2024, -0,8% en 2025. Aucun grand secteur n'est épargné par la mauvaise conjoncture, seuls les services non marchands maintiennent tout juste leurs effectifs. L'industrie enregistre des pertes importantes avec 800 destructions nettes d'emploi, suivie par les services aux entreprises (-530 emplois sur un an).

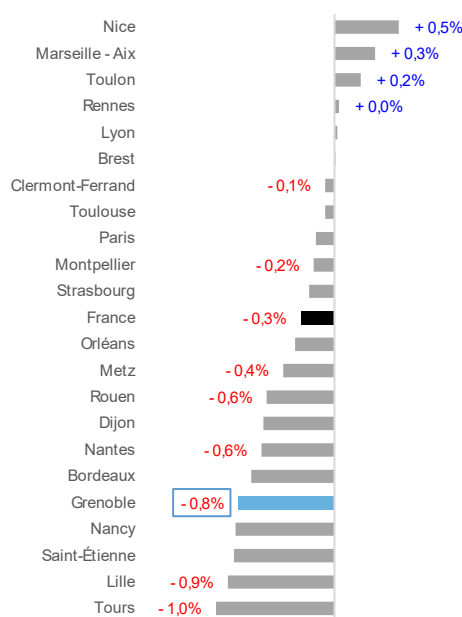
Située dans le dernier quart du classement des 22 métropoles, Grenoble Alpes affiche, dans tous les secteurs, une évolution de l'emploi salarié privé plus défavorable que la moyenne des autres métropoles.

Taux d'évolution de l'emploi salarié privé en 2025

	Aire d'attraction GRENOBLE ALPES	FRANCE	Aires d'Attraction AUTRES MÉTROPOLIS
	Emploi 31/12/2025	Taux d'évolution de l'emploi en 2025	
Services aux entreprises	75 535	-0,7%	-0,4%
Industrie	48 432	-1,7%	-0,5%
Construction	16 819	-0,7%	-1,2%
Commerce de détail	25 125	-0,5%	-0,3%
Services marchands à la population	37 842	-0,7%	0,1%
Services non marchands	28 529	0,0%	0,4%
Ensemble SECTEUR PRIVE	232 282	-0,8%	-0,2%

Source : ACOSS-URSSAF

Taux d'évolution de l'emploi salarié privé en 2025 dans les aires d'attractions des 22 Métropoles



Source : ACOSS-URSSAF

Des pertes d'emploi importantes dans la chimie et dans les services informatiques

Entre 2016 et 2023, l'**industrie de haute technologie** était le moteur de la croissance du territoire, portée par la fabrication de semi-conducteurs et de technologies médicales. En 2025 c'est un véritable retournement de tendance qui est observé dans de nombreuses activités industrielles, la chimie en premier lieu avec la fermeture de Vencorex. Les emplois reculent dans la microélectronique tout comme dans d'autres industries (machines et équipement, métallurgie travail des métaux, matériaux de construction). Seul le secteur de l'énergie (EDF) et l'industrie agro-alimentaire sont orientés positivement en 2025.

Dans les **services aux entreprises**, les **activités juridiques et comptables** sont les rares activités à maintenir une dynamique favorable.

Le recul de l'emploi dans les activités informatiques (ESN, édition de logiciels et data), déjà observé en 2024, s'est accentué en 2025. Cette situation, inédite depuis la crise financière de 2008, concerne la quasi-totalité des métropoles. L'**ingénierie** enregistre également un repli, tandis que la **R&D** ne crée plus d'emplois en 2025, après plusieurs années de croissance soutenue.

En 2025, les **services marchands et non marchands destinés à la population** affichent une évolution globalement atone. Deux activités font toutefois exception : la gestion et le **traitement des déchets**, ainsi que l'**action sociale**, qui conservent une tendance favorable.

À l'inverse, les plus fortes pertes d'emplois concernent le **commerce non alimentaire** (en particulier le secteur de l'habillement) ainsi que les **activités associatives**.

Les 10 activités qui gagnent ou perdent le plus d'emploi salarié en 2025

Industrie et services à l'entreprise		Nombre d'emplois salariés privés au 31/12/2025
+123	Services juridiques, comptables,...	8 102
+123	Matériel électrique	7 656
+70	Electricité, gaz, vapeur (production,...	3 332
+95	Entreposage	1 108
+30	Industries agroalimentaires	1 092
Services à la population, commerces & construction		
+117	Action sociale	14 854
+150	Grandes surfaces alimentaires	5 453
+35	Commerces alimentaires	4 949
+30	Génie civil, construction (routes,...	1 743
+50	Déchets (collecte, traitement,...	977
Industrie et services à l'entreprise		
-265	Informatique,...	13 555
-220	Commerce de gros	9 828
-150	Ingénierie, architecture	9 228
-120	Composants et cartes électroniques	9 218
-80	Métallurgie,...	7 077
-210	Matériel médical &...	5 536
-415	Chimie	1 224
Services à la population, commerces & construction		
-285	Commerces non alimentaires	9 965
-110	Travaux d'installation (électricité ...)	5 523
-90	Activités associatives	2 584

Source : ACOSS-URSSAF

Sources et méthodes statistiques

ZONE D'EMPLOI ET AIRE D'ATTRACTION

Source : INSEE

Une **zone d'emploi** est un espace géographique à l'intérieur duquel la plupart des actifs résident et travaillent, et dans lequel les établissements peuvent trouver l'essentiel de la main d'œuvre nécessaire pour occuper les emplois offerts. Ce découpage sert de *référence pour les taux de chômage localisés*.

Le zonage en **aires d'attraction des villes** succède à celui des aires urbaines. Il définit l'étendue d'influence de son pôle centre sur sa couronne. Il est déterminé principalement à partir de critères de densité (population et emploi). Ce découpage sert de *référence pour le baromètre de l'économie métropolitaine* de Grenoble Alpes Métropole en partenariat avec la Banque de France.

TAUX DE CHÔMAGE (B.I.T)

Source : INSEE

Le taux de chômage est le rapport entre le nombre de chômeurs et la population active. La population active comprend les personnes occupant un emploi et les personnes en situation de chômage. Un chômeur au sens du BIT est une personne âgée de 15 ans ou plus qui répond simultanément à trois conditions : être sans emploi durant une semaine donnée ; être disponible pour prendre un emploi dans les deux semaines ; avoir cherché activement un emploi au cours des 4 dernières semaines ou en avoir trouvé un qui commence dans moins de 3 mois.

INSCRITS À FRANCE TRAVAIL

Source : DARES - France Travail

Les personnes qui s'inscrivent à France travail sont réparties dans différentes catégories :

- catégorie A : demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi et n'ayant exercé aucune activité sur la période considérée ;
- catégories B et C : demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi et ayant exercé une activité réduite sur la période considérée.

EMPLOI

Source : URSSAF-ACOSS, emploi salarié privé

- données annuelles par communes ;
- données corrigées des variations saisonnières trimestrielles par zone d'emploi.

Les statistiques portent sur l'effectif salarié des entreprises du secteur concurrentiel affiliées au régime général. Sont exclus les particuliers employeurs, les établissements relevant du régime agricole ainsi que ceux appartenant au secteur public (écoles, universités, hôpitaux, administration publique, etc.).

NUITÉES TOURISTIQUES

Source : Flux vision, Orange business service

Flux Vision tourisme est un outil qui permet, à partir des données de la téléphonie mobile, de mesurer la fréquentation touristique globale d'un territoire ou d'un événement, et d'observer les déplacements de la population : nuitées, durée de séjours, origines des clientèles.

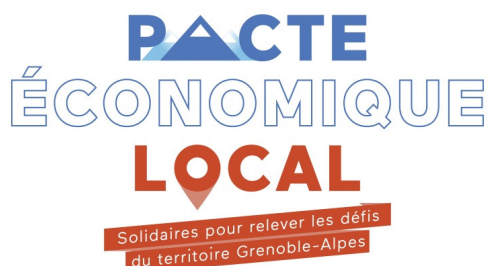
C'est une solution récente, développée par Orange Business Service, co-construite avec Tourisme et territoires et aujourd'hui utilisée par 50 Agences Départementales du Tourisme. Depuis son lancement en 2014, Isère Tourisme adhère au dispositif avec plusieurs co-partenaires dont Grenoble-Alpes Métropole.

COMMERCE TRADITIONNEL

Source : CCI Grenoble, Observatoire du commerce

Le commerce traditionnel comprend tous les commerces indépendants de proximité de moins de 300 m². L'observatoire couvre la région grenobloise, plus précisément l'arrondissement administratif de Grenoble soit 291 communes du sud Isère.

Qui sommes-nous ?



Le Pacte Économique Local est une démarche collective visant à soutenir la résilience économique et l'attractivité du territoire Grenoble Alpes. Réunissant les locomotives économiques de la région, il a été lancé par les trois principales collectivités du bassin grenoblois : Grenoble-Alpes Métropole, la Communauté d'agglomération du Pays Voironnais, la Communauté de communes Le Grésivaudan. Le Pacte regroupe actuellement 32 acteurs publics et privés qui représentent plus de 56 000 emplois, soit 18 % de l'emploi sur le territoire.

Cette publication est l'une des actions collectives engagées dans le cadre de ce Pacte. Elle vise à donner des informations économiques à l'échelle de la région Grenoble Alpes. Ce territoire couvre les deux bassins économiques grenoblois et voironnais (ou zones d'emploi). Les trois collectivités territoriales à l'initiative du Pacte concentrent près de 80 % de la population et 87 % de l'emploi total de la région Grenoble Alpes.



Le réseau des observatoires de la région grenobloise rassemble 15 partenaires qui mettent en commun moyens et analyses d'observation territoriale. L'enjeu ? Décrire le territoire et éclairer la décision.

Bien que l'observation soit souvent en décalage dans le temps avec les faits observés, l'OBSY publie depuis 2021 une série de publications conjoncturelles.

+ d'infos : www.obsy.fr

COMITÉ DE RÉDACTION

Laurie Deleglise et Tonis Antzoulatos – CCLG, Agnès Col-lomb-Clerc – Auvergne Rhône Alpes Entreprises, Vincent Escartin – AURG, Maryline Girard – CCI de Grenoble, Philippine Lavoillotte – GAM, Morgane Le Doaré – Agence Grenoble Alpes, Katia Valette – CAPV.

Coordination : morgane.ledoare@agence-grenoblealpes.com

Photo de couverture : Grenoble, crédit Photo Pierre Jayet / Agence Grenoble Alpes

LES PARTENAIRES



AVEC LE SOUTIEN DE

